

BE-A0542_713346_713649_FRE

Inventaire des archives du Comité local de secours et d'alimentation de Marilles (1916-1921) / M. Van Eeckenrode, avec la collaboration de L. Castaigne et K. Pirotte



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:	3
Consultation et utilisation	4
Conditions d'accès et de reproduction.....	4
Langues et écriture des documents.....	4
Caractéristiques matérielles et contraintes techniques.....	4
Histoire du producteur et des archives	5
Producteur d'archives.....	5
Nom.....	5
Histoire institutionnelle.....	5
Compétences et activités.....	5
Organisation.....	6
Archives.....	6
Historique.....	6
Acquisition.....	7
Contenu et structure	8
Contenu.....	8
Sélections et éliminations.....	8
Accroissements / compléments.....	8
Mode de classement.....	8
 DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS	 11
I. Généralités.....	11
II. Département Agricole.....	12
III. Département Alimentation.....	13
IV. Département Secours.....	14

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Comité local de secours et d'alimentation de Marilles

Période:

1916 - 1921

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0542.444

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 13
- Etendue inventoriée: .14 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Louvain-le-Neuve

Producteurs d'archives:

Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS ET DE REPRODUCTION

Les archives de plus de 30 ans versées aux Archives de l'État sont publiques et librement consultables en vertu de l'article 3 de la loi du 24 juin 1955 sur les archives modifiées par la loi du 6 mai 2009, dans les conditions établies par le règlement en vigueur dans les salles de lecture des Archives générales du Royaume et des Archives de l'État dans les provinces. Toutefois, nous attirons l'attention des chercheurs sur le fait que la législation sur la protection de la vie privée n'autorise la communication de l'identité des individus ou de toute information permettant d'identifier une personne que si les faits sont déjà connus du public, par exemple par voie de presse, ou si les intéressés sont décédés, ou s'ils ont donné leur accord préalable à la publication de leur nom.

La reproduction des actes de plus de 30 ans est en principe libre mais est soumise au tarif et au règlement en vigueur aux Archives de l'État. Vous serez averti à l'écran lors de la commande si un document ne peut pas être reproduit.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces décrites au sein de cet inventaire sont en français ou en allemand.

CARACTÉRISTIQUES MATÉRIELLES ET CONTRAINTES TECHNIQUES

Certains documents décrits au sein de cet inventaire ont été fragilisés par de mauvaises conditions de conservation. Il est, dès lors, demandé aux lecteurs de manipuler ces documents avec toute la prudence qui s'impose.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Comité local de Secours et d'Alimentation de Marilles.

HISTOIRE INSTITUTIONELLE

Dès la fin août 1914, un Comité central de Secours et d'Alimentation était créé à Bruxelles dans le but d'aider la population de la capitale. Rapidement, ce comité s'adjoignit des représentants des différentes provinces pour former, le 29 octobre 1914, le Comité National de Secours et d'Alimentation (CNSA) auquel furent confiés le ravitaillement des populations civiles et l'aide aux nécessiteux. Dix comités provinciaux chargés d'appliquer les directives du CNSA dans l'ensemble du pays furent érigés dans les chefs-lieux des provinces ¹. Le 7 novembre 1914, le Comité provincial du Brabant placé sous la présidence de Charles Janssen, président de la députation permanente de la province, était créé ². Ce Comité provincial s'appuya sur un réseau de dix-neuf Comités régionaux et de trois cent trente-neuf Comités locaux dispersés dans le Brabant. Le 1er janvier 1919, le CNSA remit la direction de ses affaires au Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. La liquidation du CNSA, entamée dès le 30 juin 1919 sera confiée à un Office de liquidation qui officiera jusqu'en 1929. Le Comité provincial de Secours et d'Alimentation pour le Brabant et les différents Comités locaux cessèrent leurs activités à la fin de l'été 1920.

Le Comité local de Marilles dépendait du Comité régional de Jodoigne.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Similairement au CNSA et aux Comités provinciaux, les Comités locaux de Secours et d'Alimentation avaient une mission double : secourir les nécessiteux de leur commune au moyen de subsides suivant les règles tracées par le Comité provincial et fournir à la population civile les aliments importés par le Comité National. Les Comités locaux n'agissaient qu'en vertu d'une délégation du Comité provincial et devaient se conformer aux règlements et instructions de celui-ci. Ils étaient, en outre, placés sous la surveillance des Comités régionaux auxquels toutes leurs demandes devaient être soumises avant d'être transmises au Comité provincial. Des inspecteurs étaient délégués par le Comité

1 L'agglomération bruxelloise avait été considérée comme une province distincte. AMARA M., Inventaire des archives du Comité national de Secours et d'Alimentation, (Archives générales du Royaume, Inventaires, 446), Bruxelles, 2009, p.11 et ss.

2 AMARA M., Inventaire des archives du Comité provincial de Secours et d'Alimentation pour le Brabant, (Archives générales du Royaume, Inventaires, 447), Bruxelles, 2009, p.7-8.

National, le Comité provincial et le Comité régional aux fins de contrôler la gestion des Comités locaux.

ORGANISATION

Chaque Comité local devait comprendre deux départements : le département des Secours c'est-à-dire un organisme de bienfaisance et d'autre part un service à caractère commercial s'occupant de la vente et de la répartition des denrées, le département Alimentation.

Le département Secours dispensait différents types de secours : les secours ordinaires (Secours A), les secours aux familles que la guerre avait privées de leur soutien (Secours B), les secours-chômage (Secours C) ainsi que des secours extraordinaires. La distribution gratuite d'aliments de première nécessité (soupe, pain, farine, pommes de terres, etc.) aux familles mais aussi la mise en place d'œuvres d'alimentation populaire telles la soupe populaire, les repas scolaires et le restaurant économique constituaient les Secours ordinaires (Secours A). Ces secours alimentaires (Secours A) étaient alloués sous forme de carnets de crédits valables au magasin d'alimentation, au magasin communal, pour le paiement de la soupe et à la boucherie communale. Les secours aux familles privées de leur soutien par suite de guerre étaient appelés Secours B ou Secours-soutien et étaient destinés tant aux familles nécessiteuses de militaires belges que de militaires français résidant en Belgique. Les Secours A et B étaient acquittés par quinzaine. Les Secours aux chômeurs (Secours C) étaient fixés selon les besoins et ressources de l'ensemble des personnes vivant sous le même toit sur base de déclarations. Enfin, différents types de secours extraordinaires existaient : les secours en vêtements, aux orphelins de guerre, aux prisonniers de guerre, aux invalides de guerre, aux artistes, aux étrangers, aux évacués français, etc. Le département Alimentation gérait le magasin des vivres et veillait à la vente et à la répartition des denrées destinées la population civile de la commune. Tout ménage se ravitaillant au magasin devait être détenteur de cartes détaillant la nature et les quantités de denrées nécessaires.

Les membres (président, secrétaire, trésorier, etc.) du Comité local de Secours et d'Alimentation de Marilles étaient nommés par le Comité Provincial, sur proposition des Comités régionaux. La même procédure régissait la démission et la révocation des membres.

ARCHIVES

HISTORIQUE

Avant la mise en liquidation du CNSA, l'Archiviste général du Royaume soucieux du sort de ces archives entama des négociations avec le Comité et le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. Une commission mixte composée d'archivistes de l'État et de représentants du CNSA fut érigée afin de déterminer les documents devant être conservés³. Une circulaire du Comité provincial de Brabant informa les comités régionaux et locaux

3 AMARA M., Inventaire des archives du Comité national de Secours et d'Alimentation, (Archives

de son ressort des dispositions adoptées⁴. Les différents comités devaient transmettre leurs archives à Bruxelles, dans des locaux du Palais de justice. Les documents devaient être placés dans des boîtes portant des mentions explicites de leur contenu et des bordereaux de versement devaient être dressés. Ainsi furent versées les archives du Comité provincial de Secours et d'Alimentation pour le Brabant, de quatre comités régionaux brabançons et de septante-cinq comités locaux. Malgré le travail d'inventoriage de ces fonds par différents archivistes dans la décennie qui suivit leur versement, le criant manque de place contraint l'élimination d'une part conséquente de ce vaste ensemble d'archives dès 1955. La totalité des archives des comités régionaux et locaux⁵ fut détruite ainsi qu'une grande partie de celles du Comité provincial pour le Brabant. Aussi, actuellement seules les archives des comités locaux qui s'étaient soustraits aux directives subsistent. La majeure partie des archives du CLSA de Marilles a ainsi été détruite en 1955, il nous reste seulement aujourd'hui les documents oubliés à l'administration communale.

ACQUISITION

La commune de Marilles a versé, en 1967, aux Archives générales du Royaume une partie de ses archives couvrant l'an XIV (1806) à 1933. Parmi ces documents, se trouvaient des archives du Comité local de Secours et d'Alimentation de la commune. Lors de l'ouverture des Archives de l'État à Louvain-la-Neuve, nouveau dépôt compétent pour les archives du Brabant wallon, en 2007, ces documents y seront transférés. En 2012, à l'occasion de l'ouverture à la recherche des archives de la commune, les archives du Comité local de Secours et d'Alimentation de Marilles ont été extraits des archives communales afin de constituer un fonds indépendant.

générales du Royaume, Inventaires, 446], Bruxelles, 2009, p.15 et ss.

4 Circulaire du 10 février 1920. Ce document porte la cote n° 9 du présent inventaire.

5 Il ne reste pour ces comités régionaux et locaux que les inventaires dressés avant leur destruction.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives du Comité local de Secours et d'Alimentation de Marilles, malgré le peu d'ampleur du fonds, permettent dans une certaine mesure d'appréhender l'ampleur des tâches dévolues aux différents comités régionaux et locaux dans l'aide à la population durant la Première Guerre mondiale. De plus, elles pallient la destruction des archives de la plupart des comités locaux en offrant une vision de l'organisation de l'institution au niveau local.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

En 1955, les archives du Comité local de Marilles ont été détruits. Heureusement l'inventaire de ces documents dressé avant leur destruction, nous permet de connaître la nature des documents éliminés : une liasse de circulaires et d'instructions (1916-1919) ; pour son département alimentation : deux " journaux matières " (mai 1916 -juin 1919), quatre registres des débits de farine (22 mars 1917 - 30 janvier 1919) et un cinquième concernant les rations supplémentaires (3 octobre 1918 - 10 avril 1919), trois registres concernant les débits de denrées diverses (1er avril 1917 - 15 juin 1919) et un quatrième concernant les rations supplémentaires (10 mars 1918 - 31 janvier 1919) ; pour le département secours : des feuilles de secours et des déclarations de ressources pour l'année 1917. Les documents ici inventoriés ont été retrouvés en 2012, aux Archives de l'État à Louvain-la-Neuve, dans les archives de la commune de Marilles. Elles n'ont donc pas fait partie du versement d'après-guerre et ont ainsi échappé à la destruction.

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Il n'est pas exclu que certains documents du Comité local de Secours et d'Alimentation de Marilles soient encore conservés au sein des archives de la commune d'Orp-Jauche, entité communale à laquelle Marilles est rattachée depuis la fusion des communes en 1977.

MODE DE CLASSEMENT

Le classement adopté s'inspire de la structure administrative du CNSA qui fut reproduite aux niveaux provincial, régional et local. L'inventaire s'ouvre sur des pièces générales (correspondance, circulaires, instructions, etc.) ; leur succèdent les documents concernant le département Alimentation et le département Agricole et enfin ceux du département Secours. Habituellement, une distinction est opérée entre les différents secours : Secours A ou ordinaires ou alimentaires, Secours B ou Secours-Soutien, Secours C ou Secours-Chômage, Secours T ou Secours Tuberculeux, Secours aux réfugiés, Secours médico-pharmaceutiques et Secours-Pension. Mais le fonds d'archives du CLSA de Marilles est

d'une ampleur trop réduite pour effectuer ces distinctions et ne nous renseigne pas sur toutes les missions de l'organisme.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|----------|---|-----------|
| 1 | Instructions pour les comités locaux de Secours et d'Alimentation de la province de Brabant. s.d. | 1 volume |
| | Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920 | |
| 2 | Reçus attestant la réception de bons-monnaies par le Comité local de Marilles. 5 avril 1917 - 4 décembre 1918. | 1 chemise |
| | Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920 | |
| 3 | Correspondance reçue de la ville de Louvain concernant une manifestation en l'honneur du comte Jean de Mérode. 2 août 1919. | 2 pièces |
| | Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920 | |
| 4 | Circulaires concernant l'office en liquidation du Comité national de Secours et d'Alimentation. 1919-1920. | 1 chemise |
| | Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920 | |

II. DÉPARTEMENT AGRICOLE

- 5** Livre des répartitions des distributions faites par les agriculteurs participants. 1916-1917. 1 volume
Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920
- 6** Avertissement d'octroi de subsides par le Comité national de Secours et d'Alimentation. 1919. 1 pièce
Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920

III. DÉPARTEMENT ALIMENTATION

- 7** Pièces concernant les magasins communaux. 1918. 4 pièces
Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920
- 8** Relevés des ventes de matériel concernant le Département Alimentation.
s.d. 3 pièces
Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920
- 9** Inventaire des réserves alimentaires des magasins communaux. 31 mai 1918
- 31 mars 1919. 1 chemise
Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920

IV. DÉPARTEMENT SECOURS

- 10** Correspondance concernant le Département Secours. 16 avril 1918 - 15 janvier 1921. 1 chemise
Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920
- 11** Livre de caisse (soupe populaire, repas scolaires, restaurants économiques, secours T ou secours tuberculeux, magasin, œuvres, cantines maternelles, personnes dites " débiles ", secours alimentaire, secours des familles de soldats, secours B ou secours-soutien). 31 mai 1917 - 26 juin 1919. 1 volume
Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920
- 12** Bordereau d'envoi de feuilles de timbres médicaux. 1917. 1 pièce
Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920
- Listes de réfugiés et d'évacués. 1917-1918. 1 volume
- 13** Contrat concernant la construction d'une croix pour le décès d'un évacué. 1919. 1 pièce
Comité local de secours et d'alimentation de Marilles, 1914 - 1920